

Algérie : nouvelle stratégie de la terreur

samedi 21 avril 2007, par [RYON \(du\) Bertold](#) (Date de rédaction antérieure : 19 avril 2007).

Les attentats d'Alger sont l'expression d'un changement de stratégie des groupes armés salafistes qui, cernés dans les zones rurales, s'efforcent d'internationaliser leurs actions à partir d'attentats spectaculaires urbains.

oMercredi 11 avril, à Alger, le Palais du gouvernement - siège du Premier ministre Abdelaziz Belkhadem - ainsi qu'un commissariat police de Bab Ezzouar, dans la banlieue est d'Alger, à proximité de l'aéroport international, ont été la cible de deux attentats à la bombe qui ont tué 33 personnes et fait plus de 200 blessés, la quasi-totalité civils.

L'organisation Al-Qaida au pays du Maghreb islamique a revendiqué ces deux attentats. Ce nom est, depuis le 26 janvier, la nouvelle dénomination du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC).

Si les idéologies auxquelles se réfèrent les salafistes algériens, récemment reconvertis en « branche locale d'Al-Qaida », et les combattants islamistes de la guerre civile des années 1993 à 1998 se ressemblent, la signification sociale et la forme de la violence qu'ils exercent n'est pas la même. Si les combattants islamistes de la guerre civile ont eu aussi recours à des attentats à la bombe, ils n'ont en revanche guère utilisé de kamikazes, comme ce fut le cas à Alger.

La violence islamiste au cours de la guerre civile revêtait elle-même deux visages. D'une part, un parti structuré, le Front islamique du salut (FIS), se battait pour l'instauration de son projet de société, après l'annulation des élections législatives de janvier 1992 qu'il avait remportées. Ce projet voulait renouer avec une « identité culturelle » perdue et « moraliser » la société pour faire disparaître vice et corruption, clé de la solution à tous les problèmes sociaux. Cela impliquait la répression contre les éléments « amoraux » de la société, dont les femmes n'acceptant pas le statut qui leur était assigné. Le combat de ces militants, organisés dans l'Armée islamique du salut (AIS) de 1994 à 2000, était avant tout une lutte politique dirigée contre les tenants du régime. À la fin des années 1990, ils ont suivi la décision de leur parti de déposer les armes quand la victoire militaire ne paraissait plus envisageable.

Par ailleurs, les Groupes islamiques armés (GIA), démantelés depuis la fin 2004, représentaient un autre type de violence, beaucoup plus incontrôlé. À une violence idéologique sectaire contre tous les opposants au projet islamiste, réels ou supposés, se mêlaient des motivations purement criminelles. La « guerre sainte » permettait aux combattants des GIA de racketter la population, de tuer pour intimider au nom du caractère « mécréant » de la société civile.

La violence extrême et aveugle des GIA ayant accéléré la défaite islamiste dans la seconde moitié des années 1990, les fondateurs du GSPC se sont séparés de ces groupes pour renouer avec une dimension politico-idéologique de la violence. Cette dernière est cependant, actuellement, peu en prise avec les contradictions intérieures de la société algérienne et elle ne permettra pas aux militants d'espérer renverser le régime en place. Les nouvelles cibles choisies par le GSPC, devenu « Al-Qaida au Maghreb » cherchent à être spectaculaires et ont souvent une dimension

internationale. Ainsi, des employés de diverses nationalités - algériens, libanaise, américains - ont été pris pour cible, le 10 décembre, à l'entrée du Club des pins - banlieue huppée d'Alger - et une dizaine d'entre eux ont été tués. Début mars, des spécialistes d'une société russe de gaz étaient visés à Aïn Defla, dans l'Atlas. L'état s'est beaucoup resserré autour des maquis salafistes subsistant dans des zones rurales reculées d'Algérie. Le GSPC tente d'y échapper en s'alliant à des groupes de trafiquants et des nomades, dans les étendues du Sahara, et en essayant de réinvestir les grandes villes où les islamistes armés n'avaient pu opérer depuis le début de la décennie.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2202 du 19 avril 2007.